

Le PRÉSIDENT: Avant d'accepter cela, M. Guay vient d'attirer mon attention sur la possibilité que M. Caron . . .

(Texte)

Le PRÉSIDENT: Monsieur Caron, si vous me le permettez, M. Guay vient de me dire . . . dites-le vous-même, Monsieur Guay.

M. GUAY: Je propose que nous passions immédiatement au bill de la Société des Artisans, ce qui va nous prendre environ un quart d'heure, vingt minutes. Je pense que le représentant du Pacifique-Canadien pourra, durant ce temps, traduire le texte (cela prend à peu près 10 minutes, traduire un texte d'une vingtaine de lignes) et nous le rapporter tout simplement, parce qu'on va perdre au moins une semaine si on le fait traduire par un bureau quelconque, soit au comité ou ailleurs. Il nous faut au moins une copie officielle à déposer au comité.

● (2.00 p.m.)

(Traduction)

M. LOISELLE: Oh! excusez-moi. J'ai parlé à M. Gorman il y a juste quelques minutes et il m'a dit—maintenant il n'a pas le temps parce que nous siégeons à la Chambre des communes à 2 heures et demie—qu'il était prêt à faire une traduction française immédiatement après la séance, si nous entendons son bill maintenant, et il peut faire faire une traduction française et en envoyer un exemplaire à chaque membre du Comité.

M. CHURCHILL: Monsieur le président, il n'y a qu'une phrase ici qui est habilitante; c'est le fait que le Pacifique-Canadien veut construire une ligne de 16 milles et demi à Didsbury, en Alberta. C'est tout ce que c'est. Ce n'est pas surprenant que le parti libéral n'ait pas de représentants de l'Alberta. Voici une manœuvre d'obstruction destinée à nous empêcher de mettre en valeur l'ouest du Canada.

Le PRÉSIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

M. CARON: Pourquoi est-ce toujours l'ouest du Canada, quelque membre . . .

Le PRÉSIDENT: A l'ordre, s'il-vous-plaît! A l'ordre!

M. CHURCHILL: Évidemment, il vous faut reconnaître l'ouest du Canada.

Le PRÉSIDENT: A l'ordre, s'il-vous-plaît!

M. WINCH: C'est une partie du Canada, non tout le Canada.

Le PRÉSIDENT: A l'ordre, s'il vous plaît! messieurs, pouvons-nous avoir de l'ordre, s'il vous plaît? A l'ordre, s'il vous plaît!

(Texte)

Le PRÉSIDENT: Monsieur Boulanger, je voudrais dire que je n'accepte pas tout à fait les définitions de M. Churchill, spécialement cette dernière remarque, mais je crois que si . . .

(Traduction)

M. CHURCHILL: Je soulève une objection, monsieur le président. Il ne s'agit pas pour vous d'accepter ou non mes remarques. Vous n'avez pas le privilège de dire si vous les acceptez ou non. N'importe qui ici peut faire une déclaration. Vous n'avez pas à rendre de jugement sur une déclaration.

Le PRÉSIDENT: Je me reportais à . . .